

**PRÉFET  
DE LA LOIRE**Liberté  
Égalité  
FraternitéDirection départementale  
de la protection des populations  
Service environnement et prévention des risques  
Guichet unique

Décision n°210-DDPP-2023

en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement après examen au cas par cas sur le  
projet de modification des conditions d'exploitation présenté par  
la société IRA SAS à Saint-Étienne

Le Préfet de la Loire

**Vu** la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance, et notamment son article 62 ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

**Vu** le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-060 du 7 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, Directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 38/DDPP/23 du 8 février 2023 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 08 juin 2020 réglementant l'exploitation par la société IRA SAS de son site de SAINT-ETIENNE dénommé Schütz IRA ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 septembre 2022 portant reconnaissance du bénéfice des droits acquis vis-à-vis du classement du site au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** la demande 12 mai 2023 déposée par la société IRA SAS concernant des modifications des conditions d'exploitation de son site sur la commune de SAINT-ETIENNE ;

**Considérant** que le projet présenté relève de l'article R122-2-II du code l'environnement ;

**Considérant** que le projet consiste à modifier de manière permanente les conditions d'exploitation avec notamment :

- la construction d'une nouvelle cellule de stockage (« hall 7 »),
- la mise en œuvre de stockage en extérieur de PE rebroyés conditionnés en GRV et destinés à être réincorporés dans la fabrication de nouveaux GRV (en couche intermédiaire),
- l'aménagement d'alvéoles de stockage en extérieur permettant de stocker les flux de déchets issus de l'activité de reconditionnement et destinés à un recyclage ou un traitement sur un site autorisé. ;

**Considérant** que ce projet est situé 9 rue Bénévent - ZI du Technopôle 42000 SAINT-ETIENNE, sur un terrain déjà exploité par le demandeur, sans modification du périmètre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que le projet, après examen des plans, ne se situe pas dans des périmètres de protection établis au titre des articles L. 1321-2 et L. 1322-3 du code de la santé publique, concernant les eaux destinées à la consommation humaine et les eaux minérales naturelles, le captage le plus proche est « Barrage de Soulage » à environ 9,5 km de distance ;

**Considérant** que le projet n'est pas à l'origine de consommation d'eau supplémentaire ;

**Considérant** qu'en matière de gestion des eaux :

- le projet n'est pas à l'origine de rejets d'eaux industrielles ;
- les eaux pluviales sont collectées et traitées (séparateurs d'hydrocarbures, bassin de régulation) avant rejet au milieu naturel ;
- les eaux d'extinction en cas d'incendie sont confinées sur site ;

**Considérant** que le projet ne modifie pas les conditions de rejet des effluents gazeux du site,

**Considérant** qu'il n'est pas attendu de nuisances sonores supplémentaires liées à la mise en œuvre du projet ;

**Considérant** cependant que la phase travaux sera par contre génératrice de nuisances sonores et que le demandeur propose que cette phase soit réalisée uniquement pendant la période d'activité des entreprises voisines ;

**Considérant** qu'aucune habitation n'est présente dans l'environnement proche du site ;

**Considérant** l'augmentation du trafic estimée à 10 poids lourds supplémentaires par équipe et par jour, l'usine fonctionnant en 3x8h, 5 jours/7 ; et à 10 véhicules légers supplémentaires par jour liés aux déplacements des employés ;

**Considérant** que le site est implanté sur une parcelle polluée, recensée sous le code Basias RHA4200516, la parcelle accueillait précédemment l'usine du Marais partie Nord des aciéries, et qu'il est précisé que le site est régulièrement suivi par l'intermédiaire de plusieurs piézomètres installés au droit du site ;

**Considérant** la gestion des terres excavées en phase travaux, comprenant notamment la réutilisation d'une partie des terres dans le cadre du projet d'aménagement avec mise en œuvre de couvertures adaptées, et évacuation en filières spécialisées des terres les plus polluées ;

**Considérant** que le demandeur a évalué les incidences de son projet et propose les mesures d'évitement et de réduction des effets de son projet ;

**Considérant** l'absence d'impact notable du projet sur les milieux environnants ;

**Considérant** qu'au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**SUR PROPOSITION** du chef de l'unité interdépartementale Loire Haute-Loire de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

## **DECIDE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le projet relatif à la modification des conditions d'exploiter présenté par la société IRA SAS sur la commune de SAINT-ETIENNE, **n'est pas soumis à évaluation environnementale** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs. Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de monsieur le préfet de la Loire à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Cette décision ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux.

### **Article 4 : Publication**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la préfecture de la Loire

Saint-Etienne, le 14/06/2023

Pour le préfet et par délégation

Pour le Préfet  
et par subdélégation  
Le Directeur Départemental adjoint  
de la Protection des Populations

 Pierre CABRIDENC

